



### **Assis sur un tas d'or bleu et vert**

« La mer Méditerranée est l'océan d'hier, l'Atlantique celui d'aujourd'hui, le Pacifique celui de demain » déclarait le secrétaire d'Etat J.M Hay à Washington en 1898, prophétisant l'incorporation de chacun des océans à l'économie mondiale. Quelques chiffres témoignent de la véracité accrue de ces propos à l'heure actuelle :

- Le transport maritime représente 90% du commerce mondial en volume, 80% en valeur : 10 milliards de tonnes de marchandises sont transportées chaque année, pour une valeur de 1500 milliards de dollars. En comparaison, le trafic aérien représente 2 millions de tonnes de marchandises.
- 80% des habitants de la planète (5,6 milliards d'individus) vivent à moins de 100 km des côtes.
- Les ressources off-shore contribuent pour 30% de la production gazière et 27% de la production pétrolière.

Forte du premier espace maritime mondial en superficie (11,7 millions de km<sup>2</sup>), la France dispose de tous les atouts territoriaux, industriels et technologiques pour devenir une puissance maritime clef du XXI<sup>ème</sup> siècle. Elle est dotée de deux ports de calibre international, Le Havre et Marseille. Elle dispose déjà de fleurons industriels qui jouent un rôle prépondérant à l'échelle du monde : Véolia et Suez détiennent 20% des parts du marché mondial de la désalinisation de l'eau. L'économie de la mer représente en France 65 milliards de chiffre d'affaires par an et concerne plus de 300 000 emplois directs et 1 million d'emplois indirects.

Néanmoins, la gigantesque Zone Economique Exclusive (ZEE) de la France reste à l'heure actuelle sous-exploitée, en raison du peu d'intérêt qui y a été porté jusqu'à maintenant, de l'insuffisance de nos infrastructures portuaires, ferroviaires et fluviales et d'une absence de politique maritime d'envergure.

De plus, la structure de notre empire maritime est en soi une difficulté : s'il est vaste par l'addition de ses surfaces, celles-ci sont morcelées et parfois inhabitées. Leur exploitation représenterait un investissement important qui n'est possible que dans le cadre d'une stratégie de grande ampleur. Notre ZEE est délimitée mais les ressources qu'elle renferme sont mal connues ; des vides juridiques toujours présents ont été source de conflits par le passé et représentent une menace encore pesante.

Faute de moyens de surveillance adéquats, nos ressources halieutiques sont souvent laissées à l'abandon : dans les 2 millions de Km<sup>2</sup> de notre ZEE des Kerguelen, des Crozet, du sud du Pacifique, de nos terres australes, des armadas de navires usines japonais et de tout l'extrême orient pillent les milliers de tonnes de légines et nos bancs de poissons, en massacrant aux passages les troupeaux de baleines et d'orques.

Nos ressources sous-marines géologiques sont pourtant considérables : la France pourrait être la première puissance minière du XXI<sup>ème</sup> siècle avec 25% des ressources mondiales de nickel rien qu'en Nouvelle-Calédonie, et des réserves importantes de cuivre, fer, manganèse, zinc, nickel, de l'argent, du platine, du cadmium et des terres rares, contenus dans les nodules polymétalliques, les encroûtements cobaltifères et les sulfures hydrothermaux de l'ensemble de notre ZEE.

Si la culture des algues marines est en constante progression à l'échelle de la planète, elle est encore très marginale en France : selon un rapport du CESE, la France a produit 50 tonnes d'algues cultivés en 2015 contre 8 millions de tonnes pour la Chine. Il est nécessaire de structurer la filière française dans ce domaine, l'or vert, pour créer un secteur industriel et développer réellement une économie durable. En consacrant leurs recherches et leurs investissements dans une des nombreuses techniques d'extraction d'énergie maritime, l'État et les entreprises principales du secteur, bénéficieraient d'avances technologiques et commerciales inégalables. Pour ce faire, la France dispose non seulement d'acteurs industriels majeurs, mais d'un territoire maritime propice à l'expérimentation et à l'utilisation de ces nouvelles technologies.

Enfin, la question de l'accès à l'eau à l'échelle mondiale constitue un enjeu fondamental auquel la France a vocation à répondre : 2,4 milliards de personnes manquent d'accès à l'eau propre et, en 2020, 1,8 milliards d'entre elles vivront en pénurie absolue d'eau, ce qui

augure un risque accru de migrations de masse et de conflits pouvant déstabiliser des régions entières. Pourtant, la population mondiale ne cesse d'augmenter. Pour nourrir les 9 milliards d'homme qui peupleront la Terre en 2050, la production agricole devra augmenter de 60% pour une croissance de 15% de l'exploitation des ressources d'eau. Et ces enjeux ne concernent pas seulement les pays en voie de développement : des situations de stress hydrique sont à prévoir dans des pays comme les États-Unis et l'Espagne. Fournir de l'eau propre est donc un des enjeux cruciaux de ce XXI<sup>e</sup> siècle et, là encore, la France pourrait jouer un rôle majeur, rôle qu'elle est en mesure technologique de tenir. Notre pays est un leader technologique du dessalement de l'eau (les usines de dessalement offshore ont montré leur viabilité : en Israël, plus de 50% de l'eau potable est fournie par des usines de dessalement).

Les exceptionnels atouts maritimes de la France, largement inexploités constituent un formidable levier industriel. La capacité à capitaliser sur ces ressources est un enjeu crucial de nature à faire la France une grande puissance au cœur de la mondialisation.

Alexis Villepelet, consultant, Eurogroup Consulting

---

*Pistes de lecture :*

- [Les fermes aquacoles marines et continentales : enjeux et conditions d'un développement durable réussi](#) rapport du Conseil Economique Social et Environnemental de Juin 2017
  - [Géographie des mers et des océans](#), éditions ellipses, 2014
- 

L'**Observatoire Eurogroup Consulting** réunit un ensemble d'experts, de professionnels confirmés des domaines concernés, de chercheurs, de penseurs pour partager le dernier état de la recherche et des orientations internationales.

[L'Observatoire Eurogroup Consulting](#) vous propose :

- Des séminaires à destination de Conseils d'Administration ou de Comités de direction :

- " Géopolitique d'après la mondialisation "
- " Intelligence concurrentielle et gestion du risque "
- " Penser l'entreprise à vingt ans "

- Des notes de réflexions stratégiques, des études sur les sujets de transformation de l'entreprise

- Des conférences, pour aider à penser autrement et à désirer l'avenir

Directeur de la publication : Barbara Carrière - Illustration : Cambon

L'Observatoire Eurogroup Consulting - Tour Vista - 52/54 Quai de Dion Bouton - 92806 Puteaux Cedex

SAS au capital de 40 000 euros - RCS Nanterre 804 867 588

---

Vous a reçu ce message car vous faites partie de la base d'adresses d'Eurogroup Consulting. Vos données personnelles, conservées pendant 3 ans, sont destinées à être utilisées uniquement par notre service

communication et ne seront pas transmises à des tiers. Conformément à la réglementation, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et d'effacement des données vous concernant. Pour exercer ce droit, vous pouvez vous adresser à [contact@eurogroupeconsulting.com](mailto:contact@eurogroupeconsulting.com) en précisant votre demande et en joignant une copie de votre pièce d'identité.

[Se désinscrire de la liste](#)

*Copyright © 2018 L'Observatoire Eurogroup Consulting. All rights reserved.*